

# BRÈVES ÉCONOMIQUES AMÉRIQUE ANDINE

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL  
DE BOGOTÁ

N° 27 – 13 juillet 2023

## En bref

L'inflation annuelle en Colombie s'établit à 12,13 % g.a. après avoir atteint son pic (13,34 %) en mars dernier. Cette inflexion (trois mois consécutifs) est révélatrice de la résilience de l'économie colombienne et de la politique monétaire efficace menée par les autorités. Elle reste néanmoins supérieure de 2,47 points de pourcentages à l'inflation du mois de juin 2022 (9,67 %). Par catégories, le transport a connu l'augmentation la plus forte (18,19 % g.a.) résultant de l'augmentation des prix de l'essence. Viennent ensuite les restaurants et les hôtels, avec une augmentation des prix de 17,43 % g.a. ; les articles pour la maison et sa conservation, qui ont une inflation de 14,61 % sur l'année et l'alimentation ainsi que les boissons non alcoolisées qui, connaissent une inflation de 14,31 %.

### LE CHIFFRE À RETENIR

**12,13 % g.a.**

Il s'agit du niveau d'inflation en glissement annuel en Colombie en juin en 2023.

## Zoom sur : les pays de l'OCTA réunis à Leticia pour une réunion technico-Scientifique en vue du sommet sur l'Amazonie.

Alors que la ville de Belém accueillera le sommet amazonien voulu par le président brésilien Lula pour renouveler l'Organisation du traité de coopération amazonienne (OTCA), la réunion technico-scientifique de Leticia a été organisée à l'initiative du président colombien Gustavo Petro en amont de ce sommet afin d'élaborer des propositions concrètes grâce à l'association d'acteurs institutionnels et privés.

Les différents groupes de travail, (recherche scientifique, coopération internationale, gouvernance, ONG et société civile, entreprises privées, peuples indigènes...) ont fait état de conclusion le plus souvent convergentes, mettant ainsi en lumière des axes d'actions prioritaires tels que le renforcement de la présence étatique dans les territoires amazoniens, l'encadrement de l'occupation des sols, le renforcement de la coopération transfrontalière, une meilleure intégration des peuples indigènes dans les processus de gouvernance et de surveillance, l'harmonisation des normes en vigueur, le développement de systèmes de traçabilité sur l'ensemble des productions susceptible d'être liées aux activités illicites (or, bois, élevage...) ou encore la mise en œuvre d'actions de réparation et de restauration.

Les discours de clôture des présidents brésilien et colombien ont toutefois souligné des divergences, Petro souhaitant un moratoire sur l'exploitation pétrolière en Amazonie, alors que Lula ne s'engage pas à ce sujet et préfère réitérer son engagement en faveur du zéro déforestation d'ici 2030.



## BOLIVIE

**Le gouvernement bolivien fait pression sur l'Assemblée pour qu'elle approuve les crédits externes en attente, qui s'élèvent à 327,4 M USD.**

Ce 10 juillet, Le Président Luis Arce a promulgué deux lois qui rendent viables des prêts de plus de 500M USD de la Banque interaméricaine de développement (BID) et de la Banque de Développement de l'Amérique latine (CAF). Cependant, le président Arce se heurte à une forte opposition de la part de ses détracteurs et de l'aile liée à l'ancien président, Evo Morales à l'Assemblée législative, qui refusent d'approuver davantage de crédits extérieurs. Ces derniers s'élèveraient à 327M USD et seraient destinés à l'investissement public. Cette opposition survient dans un contexte d'augmentation progressive de la dette publique et de pénurie durable de dollars. Selon le gouvernement, la Bolivie a un ratio d'endettement extérieur relativement faible (29,2 % du PIB) par rapport à la moyenne mondiale de 67,7 % du PIB. Il souligne aussi que l'activité économique du pays a augmenté à un rythme plus rapide que l'endettement, confirmant le besoin de financement pour stimuler la croissance économique et le développement.

**Le nouveau gazoduc argentin, impactera les exportations de gaz bolivien.**

Le 9 juillet, le gouvernement argentin a inauguré la première section du Gazoduc du Président Néstor Kirchner (GPNK) qui transportera du gaz naturel non-conventionnel du champ de Vaca Muerta à la province de Buenos Aires (centre). La deuxième section, qui desservira les villes du nord (actuellement approvisionnées en gaz bolivien), devrait être achevée d'ici fin 2024. Dans ce contexte, l'ambassadeur Ariel Basteiro a annoncé qu'avant la fin de l'année, un nouvel addendum devra être discuté avec la Bolivie pour établir les conditions futures de l'importation de gaz naturel. L'actuel addendum entre les deux pays établit que la Bolivie exporte vers l'Argentine 4 MMm<sup>3</sup>/jour de gaz naturel en été et 8 MMm<sup>3</sup>/jour en hiver, soit 42% de moins qu'en 2022 où les exportations ont atteint 14 MMm<sup>3</sup>/j en hiver.

## COLOMBIE

Indicateurs	Variation hebdomadaire	Variation en g.a.	Ce jour
Bourse (COLCAP)	+4,8%	-11,4%	1 169,1 pts
Change USD/COP	+2,9%	+8,6%	4 100,6
Change EUR/COP	+0,1%	-1,7%	4 592,8
Prix du baril colombien (USD)	+5,6%	-21,9%	75,9



## Le ministre des Finances poursuit sa stratégie d'augmentation du prix des carburants et s'attaque à celui du diesel (qui augmentera à partir de fin 2023).

En raison du déficit généré dans le Fonds de stabilisation des prix des carburants par la non-augmentation des prix des carburants en Colombie, le Ministère des finances a lancé une stratégie d'augmentation progressive des prix des carburants depuis le dernier trimestre de 2022. Cette stratégie a commencé par l'essence ordinaire, qui a augmenté de 40 % entre octobre 2022 et juillet 2023. Le ministère souhaite poursuivre cette stratégie sur le diesel dont le prix augmentera à partir de décembre 2023 pour atteindre fin 2024, 15 000 COP le gallon US soit une hausse totale de 65,4 %. Le Comité autonome de la réglementation fiscale (CARF) attire néanmoins l'attention sur l'impact possible sur l'inflation. Selon le CARF, malgré l'impérative augmentation du prix des combustibles pour faire face au déficit du fond, une augmentation de 1 % du prix du diésel aurait un effet de 0,02 % sur l'inflation dans le long terme.

## La déforestation en baisse en 2022.

Le ministère de l'environnement colombien a publié le 12 juillet les chiffres de la déforestation en 2022. Il salue un ralentissement du phénomène de 29%, réduit en 2022 à 123.517 ha, soit un niveau comparable à 2015. Cette évolution globale cache cependant des réalités différentes. Un recul notable des pratiques de déforestation est observé en Amazonie (Guaviare, Caquetá, Meta et Putumayo), dans les zones où des accords avaient pu être conclus avec les groupes armés

locaux dans le cadre des négociations territoriales de paix totale, c'est à dire essentiellement dans les zones où la principale cause de la déforestation est l'accaparement des terres. En revanche, la déforestation augmente dans plusieurs zones d'exploitation de la coca, ainsi que sur la côte Pacifique (Chocó) et dans la région Caraïbes (Antioquia, Córdoba, Bolívar).

## La Cour internationale de Justice de La Haye a rejeté les demandes du Nicaragua dans le différend maritime l'opposant à la Colombie.

Jeudi 13 juillet, la Cour internationale de Justice de La Haye a rejeté les demandes du Nicaragua dans le différend l'opposant à la Colombie et concernant la souveraineté du plateau continental (autour de l'île colombienne de San Andrés). Les zones maritimes de la Colombie et du Nicaragua demeurent donc conformes à la décision de la CIJ de 2012, et le Nicaragua n'a donc pas droit à une extension de son plateau continental à moins de 200 milles d'une ligne de base colombienne.



## La multinationale italienne Enel poursuit sa stratégie sur les énergies renouvelables malgré l'abandon de son projet éolien dans la Guajira.

Malgré la suspension indéfinie de la construction du parc éolien Windpeshi (205 MW) à La Guajira à la fin du mois de mai de cette année, Enel continue d'approfondir sa stratégie de concentration sur les énergies renouvelables. Conformément à celle-ci, ENEL a acté la vente de la centrale thermique de Cartagena, située à Mamonal et d'une capacité installée de 203 MW. L'accord d'achat signé entre Enel Colombia et SMN Termocartagena prévoit la vente totale de la centrale ainsi que cent pour cent de la participation d'Enel dans Sociedad Portuaria Central Cartagena SA, le concessionnaire qui dispose des permis d'exploitation de la centrale.

## EQUATEUR

### Les transferts des migrants équatoriens enregistrent une hausse de 8 % au T1 2023.

Les transferts des migrants équatoriens depuis l'étranger se sont établis à 1,2 Md USD au T1 2023, soit une baisse de 5,3 % par rapport au T4 2022 mais en augmentation de 8% en interannuel, par rapport au T1 2022. Les transferts proviennent essentiellement des Etats-Unis (820 MUSD, soit 69% du total au T1 2023) et dans une moindre mesure d'Espagne (205 MUSD, soit 17,2 % du total) et d'Italie (45 MUSD, soit 3,8 % du total).

## Le ministère de l'énergie a signé le contrat de concession du projet éolien Villonaco III.

Le ministère de l'énergie et la société espagnole Cobra (appartenant au groupe Vinci énergies) ont signé un contrat de concession pour la construction et l'opération du projet éolien Villonaco III. Il s'agit d'un projet qui requerra des investissements de 181 MUSD et qui disposera d'une capacité de production de 110 MW supplémentaires. Ce projet situé dans la province frontalière de Loja, dans le sud du pays, sera le plus grand parc éolien du pays et devrait permettre d'éviter l'émission de 321 000 tonnes de CO<sub>2</sub>.

## GUYANA

### Les recettes provenant des exportations pourraient atteindre 7,7 Mds USD en 2023.

Les autorités guyaniennes, en utilisant les prix de base actuels comme référence, ont déterminé que les recettes liées aux exportations pourraient atteindre environ 7,7 Mds USD d'ici la fin de l'année, soit une augmentation d'environ 55 % par rapport aux recettes totales de 2021. Par ailleurs, selon les statistiques présentées dans le budget 2022, les exportations de pétrole brut devraient enregistrer une hausse de 107,7 %, soit en valeur 6,1 Mds USD.



## Le vice-président Jagdeo déclare que l'intégration à l'OPEP n'est pas une priorité.

L'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) incite le Guyana à rejoindre ses rangs. Selon le Wall Street Journal, l'Arabie saoudite s'est efforcée depuis plusieurs mois de nouer des contacts avec les dirigeants politiques guyaniens dans cette optique. Le vice-président Jagdeo, responsable du secteur pétrolier, aurait toutefois décliné la proposition. Selon lui, les contraintes de production imposées par les membres les plus puissants de l'organisation à ses membres seraient de nature à entraver la croissance régulière de sa production pétrolière (inexistante en 2019, désormais à 400 000 Bpj en 2023 et avec un objectif de 1,2 Mbpj visé pour 2027-2028).

## PEROU

### Le Pérou prend la présidence du conseil d'administration de la Banque de développement de l'Amérique latine (CAF) pour un an.

La Banque de Développement de l'Amérique latine (anciennement appelée Corporación Andina de Fomento – CAF) a organisé cette semaine la réunion de son conseil d'administration à Lima. Le ministre de l'Économie et des Finances (MEF) Alex Contreras a été intronisé en tant que président du conseil d'administration pour une période d'un an jusqu'en avril 2024. Outre cette nomination, la CAF a annoncé qu'elle investirait 845 MUSD dans plusieurs projets sur des thématiques diverses (eau, microfinance, infrastructures, transports...).

L'institution financière est une banque de développement qui cherche à promouvoir le développement durable et l'intégration régionale. Elle est composée de 20 pays d'Amérique latine et des Caraïbes, ainsi que de l'Espagne, du Portugal et de 13 banques privées latino-américaines.

### Les contrats d'exploration et d'exploitation pour les lots V et VII de Talara seront attribués par Perupetro le 13 juillet.

Dans le cadre du processus de vente aux enchères des lots pétroliers V et VII, situés dans le bassin de Talara (Piura) dont les contrats expirent en octobre de cette année, l'agence Perupetro, en charge de l'appel d'offres, a reçu des propositions de cinq compagnies pétrolières, dont trois ont été admises : Petrolera Monterrico S.A. pour le lot V, Sapet (filiale de la China National Petroleum Corporation) et Olympic pour le lot VII. Sapet, exploite déjà les lots VI et VII, mais son contrat sur ces lots doit arriver à expiration le 21 octobre 2023, la plaçant en concurrence avec Olympic, actuel exploitant du lot XIII. L'entreprise offrant les plus grands engagements d'investissement pour le forage de puits de développement et d'exploration devrait être retenue.

### Le Pérou est le premier exportateur de raisin au monde.

Malgré un contexte défavorable dû à la crise climatique, le Pérou a pour la première fois, consolidé sa position de principal fournisseur de raisin au monde en termes de volume. En effet, au cours de la dernière saison - d'octobre 2022 à mars 2023 – plus de 585 000 tonnes de raisin ont été exportées dans le monde. Ce résultat correspond à une augmentation de 10 % par



rapport à la saison 2021-22. Les hectares cultivés de vignes ont également crû de 5 % l'année dernière pour atteindre 11 174 hectares. Les principaux marchés vers lesquels le Pérou a exporté ses raisins de table sont les États-Unis, les Pays-Bas, la Chine, le Mexique et le Canada. Selon l'Association des exportateurs (ADEX), le Pérou était déjà le premier exportateur de raisins en termes de valeur depuis 2021.

## SURINAME

### Point sur le programme FMI.

Le 7 juillet dernier, l'économiste du FMI Karl Eckhorst a réalisé une présentation sur la situation macroéconomique du pays intitulée "Le programme du FMI au Suriname, stabilité ou pas". Dans son exposé, l'économiste en chef a montré que les indicateurs macroéconomiques indiquent un début de stabilité - à savoir un équilibre entre les recettes et les dépenses de l'État - qui donnent des raisons d'espérer. Les finances publiques se sont nettement améliorées au premier trimestre 2023. Selon le programme du FMI, l'objectif du déficit primaire est fixé à 1,7 % du PIB pour 2023, les réserves internationales s'élèvent à 1,14 Mds USD à la fin du mois d'avril et les réserves utilisables sont estimées à 865 M USD. En outre, les subventions sur l'électricité et l'essence ont été supprimées.

## VENEZUELA

### Les Exportations pétrolières au 1er semestre 2023.

Selon Interamerican Trends, les exportations de pétrole du Venezuela se sont élevées en moyenne à 515 000 b/j au cours du premier semestre de l'année 2023 (+ 4 % vs T1 de 2022). Les recettes totales se sont élevées à 3,5 Mds USD. Au cours de cette période, les exportations de pétroles brut vers la Chine représentent 68 % du total, 21 % l'ont été vers les États-Unis, 6 % vers Cuba et 4 % vers l'Espagne. Les exportations effectuées par la compagnie pétrolière américaine Chevron ont rapporté 765 MUSD à l'État vénézuélien.

### Suspension du contrat entre Maroil Trading et PDVSA pour la vente de coke de pétrole vénézuélien.

En 2022, le Venezuela a exporté 3,3 millions de tonnes métriques de coke de pétrole, commercialisées principalement par Maroil Trading, basée à Genève. Cette année les exportations ont chuté passant 620 000 tonnes en janvier à 56 000 tonnes en juin. Le coke de pétrole d'origine vénézuélienne s'est vendu à 105 USD la tonne ; celui d'origine saoudienne à 103 USD la tonne, et celui de la côte américaine du Golfe du Mexique à 105 USD la tonne, un prix similaire à celui du charbon, combustible alternatif attirant plus de clients selon Reuters.



## **PDVSA fixe le diesel à 0,32 USD par litre en supprimant la subvention sur le diesel pour les entreprises industrielles.**

L'entreprise publique a fixé un prix de vente aux distributeurs locaux (stations-service) de 0,29 USD par litre et aux clients directs (industries excluant les entreprises du secteur santé) de 0,32 USD. Le président de Conindustria, Luigi Pisella, a confirmé que, la subvention totale du diesel avait conduit à son épuisement. Les entreprises ont donc dû se tourner vers le marché noir pour s'approvisionner à des prix oscillants entre 0,60 et 0,70 USD par litre. Mécaniquement cette augmentation des coûts de production se répercute sur le prix final, induisant un coût plus élevé pour le consommateur et alimentant l'inflation.

## Indicateurs de la semaine

Principaux indicateurs macroéconomiques pour les pays de la zone (2023) :

	Population (M)	PIB à prix courants* (Mds USD)	Croissance du PIB		Compte courant (en % du PIB)	Dette publique brute (en % du PIB)	IDH (rang mondial)		Inflation (%)
	2023 p	2023 p.	2022	2023 p.	2023 p.	2023 p.	2021	Variation par rapport à 2020	Variation en fin de période, 2023 p.
<b>BOLIVIE</b>	12,13	46,1	3,2	1,8	-2,5	82,3	118	+1	3,6
<b>COLOMBIE</b>	52,16	334,7	7,5	1,0	-5,1	62,0	88	0	8,4
<b>EQUATEUR</b>	18,23	121,3	3,0	2,9	2,0	n.a.	95	+4	2,3
<b>GUYANA</b>	0,794	16,3	62,3	37,2	27,9	29,8	108	+1	6,0
<b>PEROU</b>	34,51	268,2	2,7	2,4	-2,1	33,0	84	+1	3,0
<b>SURINAME</b>	0,624	3,5	1,3	2,3	-0,04	112,2	99	-7	28,2
<b>VENEZUELA</b>	26,54	96,6	8,0	5,0	5,0	n.a.	120	-2	250,0
<b>ARGENTINE</b>	46,76	641,1	5,2	0,2	1,0	76,3	47	0	88,0
<b>BRESIL</b>	215,2	2 081,2	2,9	0,9	-2,7	88,4	87	-1	5,4
<b>CHILI</b>	20,11	358,6	2,4	-1,0	-4,2	36,6	42	+1	5,0
<b>MEXIQUE</b>	131,2	1 663,2	3,1	1,8	-1,0	55,6	86	+2	5,0

Sources : données FMI (WEO, avril 2023), PNUD.

\* Le PIB à prix courants n'est pas corrigé avec l'inflation.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : [www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)